



**AUDISOL**

*Le Cabinet de l'Economie Sociale et Solidaire*

**Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes**

inscrite au tableau de l'ordre des experts comptables et sur la liste des commissaires aux  
comptes de Paris

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS  
EXERCICE CLOS LE 31/12/2024**

***Association LE PICOULET – Mission Populaire 11ème  
59 Rue de la Fontaine au Roi  
75011 PARIS***

**Association LE PICOULET – Mission Populaire 11ème**

**59 Rue de la Fontaine au Roi – 75011 Paris**

**Rapport du commissaire aux comptes  
sur les comptes annuels  
Exercice clos le 31 décembre 2024**

Mesdames, Messieurs les Membres de l'Association,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association LE PICOULET relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'Association relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de détecter systématiquement toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.


Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Paris, le 7 avril 2025

Le Commissaire aux comptes,

**AudiSol**

Delphine Lubrani



## **Annexe 1**

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur des éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier.
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

## BILAN ACTIF

Actif	Du 01/01/2024 au 31/12/2024			31.12.2023
	Brut	Amort	Net	Total
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
FRAIS D'ETABLISSEMENTS				
FRAIS D'AUGMENTATION DE CAPITAL				
FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT				
CONCES. BREVETS LICENCES MARQUES				
DROIT AU BAIL				
AUTRES				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES EN COURS				
AVANCES ET ACOMPTES				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>929 566.39</b>	<b>736 517.76</b>	<b>193 048.63</b>	<b>211 296.94</b>
TERRAINS				
CONSTRUCTIONS SUR SOL PROPRE				
CONSTRUCTIONS SUR SOL D'AUTRUI	432 987.96	430 267.97	2 719.99	4 139.08
INSTALLATION TECHNIQUE MATERIEL ET OUTILLAGE	66 095.06	34 236.69	31 858.37	37 458.91
AUTRES	430 483.37	272 013.10	158 470.27	169 698.95
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS				
AVANCES ET ACOMPTES				
IMMOBILISATIONS GREVEES DE DROITS				
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
PARTICIPATIONS				
CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS				
AUTRES TITRES IMMOBILISES				
PRETS				
AUTRES				
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE (1)</b>	<b>929 566.39</b>	<b>736 517.76</b>	<b>193 048.63</b>	<b>211 296.94</b>
<b>STOCKS ET ENCOURS</b>				
MATIERES PREMIERES & AUTRES APPROVISIONNEMENTS				
EN COURS DE PRODUCTION				
PRODUITS INTERMEDIAIRES				
MARCHANDISES				
<b>FOURNISSEURS AVANCES ET ACOMPTES VERSES/COMMANDES</b>				
<b>CREANCES</b>	<b>199 758.75</b>		<b>199 758.75</b>	<b>195 549.19</b>
CREANCES USAGERS ET COMPTES RATTACHES				
AUTRES	199 758.75		199 758.75	195 549.19
<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>				
DISPONIBILITES	329 027.88		329 027.88	268 301.34
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	2 221.38		2 221.38	423.10
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT (2)</b>	<b>531 008.01</b>		<b>531 008.01</b>	<b>464 273.63</b>
<b>CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES (3)</b>				
<b>PRIMES DE REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (4)</b>				
<b>ECART DE CONVERSION ACTIF (5)</b>				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 460 574.40</b>	<b>736 517.76</b>	<b>724 056.64</b>	<b>675 570.57</b>

## BILAN PASSIF

Passif	31/12/2024 Montant	31.12.2023 Total
<b>FONDS PROPRES</b>		
FONDS ASSOCIATIFS SANS DROIT DE REPRISE	150 214.58	150 214.58
ECART DE REEVALUATION		
RESERVES		
REPORT A NOUVEAU	207 856.71	197 340.47
RESULTAT DE L'EXERCICE	57 641.84	10 516.24
<b>TOTAL FONDS PROPRES (1)</b>	<b>415 713.13</b>	<b>358 071.29</b>
<b>AUTRES FONDS ASSOCIATIFS</b>		
FONDS ASSOCIATIFS AVEC DROIT DE REPRISE		
ECART DE REEVALUATION		
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	165 326.66	187 664.08
PROVISIONS REGLEMENTES		
DROITS DES PROPRIETAIRES		
<b>TOTAL AUTRES FONDS ASSOCIATIFS (2)</b>	<b>165 326.66</b>	<b>187 664.08</b>
<b>TOTAL FONDS ASSOCIATIFS (1 + 2)</b>	<b>581 039.79</b>	<b>545 735.37</b>
PROVISIONS POUR RISQUES		2 063.69
PROVISIONS POUR CHARGES		
<b>TOTAL DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (3)</b>		<b>2 063.69</b>
<b>FONDS DEDIES (4)</b>		
EMPRUNTS OBLIGATAIRES		
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES D'ETABLISSEMENTS DE CREDITS		
EMPRUNTS ET DETTES FINANCEURS DIVERS	28 258.86	27 742.78
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES		
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	3 117.84	6 663.51
DETTES FISCALES ET SOCIALES	53 782.95	52 165.90
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES		
AUTRES DETTES	16 921.20	13 487.53
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	40 936.00	27 711.79
<b>TOTAL DETTES (5)</b>	<b>143 016.85</b>	<b>127 771.51</b>
<b>ECARTS DE CONVERSION PASSIF (6)</b>		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>724 056.64</b>	<b>675 570.57</b>

## COMPTE DE RESULTAT (1/2)

Produits (ttc)	Du 01/01/2024 au 31/12/2024		31.12.2023
	Montant	Total	Total
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			
VENTES DE MARCHANDISES			
PRODUCTION VENDUE	23 062.96		17 576.28
<b>SOUS-TOTAL A</b>		23 062.96	17 576.28
PRODUCTION STOCKEE			
PRODUCTION IMMOBILISEE			
SUBVENTION D'EXPLOITATION	713 346.13		685 039.29
REPRISES SUR PROVISIONS TRANSFERT DE CHARGES	2 778.20		
COLLECTES	15 670.00		19 503.75
COTISATIONS	1 782.00		1 134.00
AUTRES PRODUITS	112.13		307.84
<b>SOUS-TOTAL B</b>		733 698.46	705 984.88
<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (1)</b>		<b>756 761.42</b>	<b>723 561.16</b>
<b>QUOTES-PARTS DE RESULTAT SUR OPERATIONS FAITES EN COMMUN (2)</b>			
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			
DE PARTICIPATION			
D'AUTRES VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT ET CREANCES			
AUTRES INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	3 266.12		4 269.79
REPRISES SUR PROVISIONS			
TRANSFERT DE CHARGES			
DIFFERENCES POSITIVES DE CHANGE			
PRODUITS NETS / CESSION VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT			
<b>TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (3)</b>		<b>3 266.12</b>	<b>4 269.79</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>			
SUR OPERATIONS DE GESTION	7 989.08		4 221.23
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	32 704.36		25 784.48
REPRISES SUR PROVISIONS			
TRANSFERT DE CHARGES			
<b>TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (4)</b>		<b>40 693.44</b>	<b>30 005.71</b>
<b>REPORT DES RESSOURCES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS</b>			
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>		<b>800 720.98</b>	<b>757 836.66</b>
<b>SOLDE DEBITEUR = PERTE</b>			
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>800 720.98</b>	<b>757 836.66</b>



## COMPTE DE RESULTAT (2/2)

Charges (ttc)	Du 01/01/2024 au 31/12/2024		31.12.2023
	Montant	Total	Total
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>			
ACHATS DE MARCHANDISES			
VARIATION DE STOCK			
ACHATS MATIERES PREMIERES AUTRES APPROVISIONNEMENTS	15 076.28		20 728.61
VARIATION DE STOCK			
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERIEURES	212 561.99		205 282.29
IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	8 216.05		9 724.17
SALAIRES ET TRAITEMENTS	341 616.90		348 947.77
CHARGES SOCIALES	118 878.12		116 858.20
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS		38 335.73	31 623.17
/IMMOBILISATIONS : DOTATION AUX AMORTISSEMENTS	38 335.73		31 623.17
/IMMOBILISATIONS : DOTATION AUX PROVISIONS			
/ACTIF CIRCULANT : DOTATION AUX PROVISIONS			
RISQUES & CHARGES : DOTATION AUX PROVISIONS			
SUBVENTIONS ACCORDEES PAR L'ASSOCIATION			
AUTRES CHARGES	7 232.11		6 987.71
<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (1)</b>		<b>741 917.18</b>	<b>740 151.92</b>
QUOTES-PARTS DE RESULTAT SUR OPERATIONS FAITES EN COMMUN (2)			
<b>CHARGES FINANCIERES</b>			
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS			
INTERETS ET CHARGES ASSIMILES			
DIFFERENCES NEGATIVES DE CHANGE			
CHARGES NETTES / CESSIION VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT			
<b>TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (3)</b>			
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>			
SUR OPERATIONS DE GESTION	945.00		7 168.50
SUR OPERATION EN CAPITAL			
DOTATION AUX PROVISIONS REGLEMENTEES			
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS EXCEPTIONNELS			
DOTATION AUX PROVISIONS REGLEMENTEES STOCKS			
<b>TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (4)</b>		<b>945.00</b>	<b>7 168.50</b>
<b>ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES (5)</b>			
<b>PARTICIPATION DES SALAIRES AU RESULTAT (6)</b>			
<b>IMPOTS SUR LES SOCIETES (7)</b>	216.96		
<b>TOTAL DES CHARGES</b>		<b>743 079.14</b>	<b>747 320.42</b>
<b>SOLDE CREDITEUR = BENEFICE</b>		<b>57 641.84</b>	<b>10 516.24</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>800 720.98</b>	<b>757 836.66</b>

*Le Picoulet – Mission Populaire Xlème*

# Le Picoulet – Mission Populaire XIème

Association Loi 1901

Siret : 325 826 659 000 22

Siège social :

59, rue de la Fontaine au Roi

75011 PARIS

---

Le Centre social Le Picoulet se caractérise pour l'exercice ouvert le 1er janvier 2024 et clos le 31 décembre 2024 par les données suivantes :

Total du Bilan :	724 056 €
Produits d'exploitation :	756 761 €
Excédent :	57 641€

La présente annexe fait partie intégrante des états financiers du Centre Social Le Picoulet :

Le sommaire est le suivant :

1. OBJET SOCIAL, ACTIVITÉS ET MISSIONS SOCIALES RÉALISÉES ET MOYENS MIS EN ŒUVRE ..	7
2. FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE .....	7
3. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES .....	8
4. COMPLÉMENTS D'INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN .....	10
4.1. État de l'actif immobilisé et des amortissements .....	10
4.2. Créances .....	10
4.3. Trésorerie .....	11
4.4. Fonds propres .....	11
4.5. Fonds dédiés .....	11
4.6. Subventions d'investissements .....	11
4.7. Engagements pris en matière de retraite .....	11
4.8. Provisions .....	11
4.9. Dettes .....	12
4.10. Produits constatés d'avance .....	12
5. COMPLÉMENTS D'INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT .....	13
5.1. SUBVENTIONS D'EXPLOITATION .....	13

## **1. Objet social, activités et missions sociales réalisées et moyens mis en œuvre**

### ***Objet social***

L'association Le Picoulet-Mission Populaire XI° a pour objet (cf statuts):

« De gérer la « maison de quartier » appelée Le Picoulet afin d'en faire un lieu d'espérance, de solidarité et de culture populaire au sein du quartier dans lequel elle est implantée, dans le respect le plus absolu des convictions politiques, philosophiques et religieuses de chacun.

A ce titre, elle mène une action sociale globale ayant pour principe de base de favoriser la mixité, l'autonomie et la participation des personnes auxquelles elle s'adresse.

Elle organise des activités transgénérationnelles d'animation, de formation et de réflexion pour un public notamment marginalisé ou isolé.

Au niveau du quartier, l'association coopère avec les personnes, associations, organismes ou administrations travaillant dans le même sens. Quand elle le juge nécessaire, elle s'associe avec eux à des actions d'interpellation, d'intervention et de pression, en solidarité avec des femmes et des hommes menacés dans leurs ressources, leurs possibilités ou leurs droits.

Pour répondre à ces objectifs elle se livre à toutes démarches financières, mobilières ou immobilières ».

### ***Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées***

Les projets développés sont à destination de tous les publics et concernent principalement :

- l'accueil et l'orientation de tous les publics,
- l'accès aux droits et l'accompagnement à la réalisation de démarches administratives dématérialisées,
- l'accompagnement à la scolarité des enfants et de leurs parents,
- le soutien à la fonction parentale,
- l'animation d'un secteur jeunes (11/17 ans) ; loisirs, projets, culture,
- l'apprentissage du français,
- l'accès aux vacances, aux loisirs et à la culture,
- la lutte contre l'isolement des seniors,
- L'accès et la formation aux outils numériques
- l'accompagnement aux initiatives et projets d'habitants,

### ***Moyens mis en œuvre***

L'association dispose de locaux, d'une surface totale d'environ 630 m2, répartis en plusieurs bâtiments situés 59, Rue de la Fontaine au Roi - 75011 PARIS

Elle compte 11 salariés CDI et CDII (10.5 en Equivalent Temps Plein) et près d'une centaine de bénévoles.

L'association n'est pas soumise aux impôts commerciaux.

Elle clôture un exercice d'une durée de 12 mois courant du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024.

L'exercice 2024 se solde par un excédent de 57 641.84 €.

## **2. Faits majeurs de l'exercice**

Une gestion budgétaire rigoureuse et très prudente compte tenu de réponses tardives pour les financements annuels. Malgré tout, il est noté une augmentation des subventions de l'ordre de 28 000€ due en partie à la revalorisation des prestations de service de la CAF et des financements de nouveaux appels à projets pour les formations linguistiques à visée professionnelle (financement annuel qui peuvent être remis en question chaque année, non pérenne).

La ville de Paris, lors de son dernier conseil en novembre a acté des financements pour « combler » des décisions prises durant l'année et nous a versé 11 000€ avant la fin de l'exercice.

A noter, qu'en 2024 l'Etat n'a pas renouvelé la convention adulte-relais au 1<sup>er</sup> septembre (annonce faite le 16 juillet) et que des lignes budgétaires comme le Fonds de Développement de la Vie Associative n'ont pas été financées (- 8000€).

### **3. Règles et méthodes comptables**

L'élaboration et la présentation des comptes annuels ont été effectuées conformément aux principes comptables généralement admis en France selon la réglementation en vigueur résultant des arrêtés du Comité de la Réglementation Comptable.

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions des règlements ANC n°2018-06 et n°2020-08 relatifs aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, complété par le règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général pour les dispositions non couvertes par le précédent règlement.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect :

- du principe de prudence,
- de la continuité d'exploitation,
- de la permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- de l'indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

#### ***Immobilisations :***

Les règles concernant la définition, la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des immobilisations corporelles ont été modifiées par le Comité de la Réglementation Comptable (Règlements CRC n°2002-10, n°2003-07 et n°2004-06). Une analyse des immobilisations a été effectuée. Il en ressort qu'aucun matériel n'est constitué de composant ayant une durée de vie différente. Aucune décomposition n'est donc nécessaire.

Concernant les durées d'amortissements : les durées antérieurement appliquées correspondent à des durées réelles d'utilisation. Après étude, aucun retraitement n'est pratiqué.

#### ***Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :***

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat augmenté des frais accessoires).

- Les frais accessoires représentent l'ensemble des coûts engagés pour mettre l'immobilisation en place et en état de fonctionner.

Ils sont obligatoirement immobilisés.

- Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutation, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.
- Les intérêts d'emprunts spécifiques à l'acquisition ou la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

#### ***Amortissements et dépréciation des actifs :***

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et/ou d'une dépréciation.

Les actifs font l'objet d'un amortissement dont la durée est déterminée lors de son acquisition compte tenu des caractéristiques techniques du bien et de l'utilisation que l'association entend en faire.

Les durées retenues sont :

- Logiciels : 3 ans
- Aménagements et installations : 5 à 10 ans
- Matériel de bureau et informatique : 3 à 5 ans
- Matériel d'activité : 5 ans
- Mobilier : 3 à 5 ans

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

#### ***Créances :***

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Elles font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non-recouvrement.

#### ***Provisions pour risques et charges :***

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour la structure, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

#### ***Subventions :***

##### ***a- Subventions d'exploitation***

Les subventions sont comptabilisées selon leur nature et utilisées selon les modalités spécifiques à chaque convention de financement.

Les subventions affectées par des tiers financeurs à des projets définis qui n'ont pas été encore utilisées à la clôture de l'exercice conformément à l'engagement pris à leur égard sont alors :

- soit comptabilisées en fonds dédiés lorsque la période théorique de financement du projet est clôturée,
- soit comptabilisées en produits constatés d'avance lorsque la subvention est pluriannuelle et que la période théorique de financement n'est pas clôturée.

En fin d'année, si le projet n'est pas encore achevé,

- la valeur des fonds dédiés est équivalente à la différence entre la notification et l'ensemble des dépenses affectées au projet depuis son démarrage;
- la valeur des produits constatés d'avance est soit déterminée au prorata temporis, soit est équivalente à la différence entre la notification et l'ensemble des dépenses affectées au projet depuis son démarrage selon le type de convention et les activités.

##### ***b- Subventions d'investissement***

Les subventions d'investissement sont étalées sur la même durée que celle relative aux amortissements des biens qu'elles financent.

#### ***Dérogations à une prescription comptable :***

Aucune dérogation significative aux principes, règles et méthodes de base de la comptabilité ne mérite d'être signalée.

#### ***Autres informations sur les règles comptables :***

Les informations ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

#### 4. Compléments d'informations relatives au bilan

##### 4.1. État de l'actif immobilisé et des amortissements

Au total, les mouvements réalisés au cours de l'exercice se décomposent ainsi :

Immobilisations	Valeurs brutes au 01/01/2024	Acquisitions	Valeurs brutes au 31/12/2024
<b>Immobilisations incorporelles</b>	-	-	-
Logiciels	-	-	-
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>909 479</b>	<b>20 087</b>	<b>929 567</b>
Agencements des constructions	432 989	-	432 989
Agencement et aménagement	66 095	-	66 095
Installations générales, agencements	368 937	12 256	381 193
Matériel de bureau et informatique	29 119	7 832	36 951
Mobilier	12 339	-	12 339
<b>Immobilisations financières</b>	-	-	-
Dépôts et cautionnements versés	-	-	-
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>909 479</b>	<b>20 087</b>	<b>929 567</b>

Amortissements	au 01/01/2024	Dotations	au 31/12/2024
<b>Immobilisations incorporelles</b>	-	-	-
Logiciels	-	-	-
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>698 182</b>	<b>38 336</b>	<b>736 518</b>
Agencements des constructions	428 849	1 419	430 268
Agencement et aménagement	28 636	5 601	34 237
Installations générales, agencements	202 885	30 038	232 923
Matériel de bureau et informatique	25 473	1 278	26 751
Mobilier	12 339	-	12 339
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>698 182</b>	<b>38 336</b>	<b>736 518</b>

##### 4.2. Créances

Etat des créances au 31/12/2024	Montant brut	A moins d'un an	A plus d'un an
Créances sociales et fiscales	2 878	2 878	—
Subventions d'investissement à recevoir	9 792	9 792	—
Subventions d'exploitation à recevoir	118 108	118 108	—
Produits à recevoir loyers DSOL	66 000	66 000	—
Autres produits à recevoir	2 980	2 980	—
Charges constatées d'avance	2 221	2 221	—
<b>TOTAL CREANCES</b>	<b>201 980</b>	<b>201 980</b>	<b>—</b>

Parmi les autres créances, figurent notamment les soldes de subventions à recevoir de la CAF (63 565 €), la DSOL Ville de Paris (20 000 €)

### 4.3. Trésorerie

Les comptes de trésorerie d'un montant total de 329 028 € sont constitués :

- Des placements sur livret pour 312 250 €
- Du solde comptable des banques pour 15 194 €
- De la caisse pour 1584 €uros

### 4.4. Fonds propres

	Au 01/01/2024	Affectation Résultat N-1	Résultat N	Au 31/12/2024
Fonds associatifs sans droit de reprise	150 215	-	-	150 215
Report à nouveau	197 340	10 516	-	207 857
Résultat de l'exercice	10 516	- 10 516	57 642	57 642
<b>Fonds propres</b>	<b>358 071</b>	<b>-</b>	<b>57 642</b>	<b>415 713</b>

### 4.5. Fonds dédiés

### 4.6. Subventions d'investissements

Subventions d'investissement	Subvention début exercice	Mouvements de l'exercice		Subvention fin exercice
		Augmentation	Diminution	
Subvention versée sur aménagements divers	372 164	10 367		382 531
<b>Montant brut</b>	<b>372 164</b>	<b>10 367</b>	<b>-</b>	<b>382 531</b>

Amortissement des subventions d'investissement	Amortissement début exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissement fin exercice
		Dotations	Reprise	
Amortissement des subventions	184 500	32 704		217 205
<b>Total des amortissements</b>	<b>184 500</b>	<b>32 704</b>	<b>-</b>	<b>217 205</b>

<b>Valeur nette</b>	<b>187 664</b>			<b>165 326</b>
---------------------	----------------	--	--	----------------

### 4.7. Engagements pris en matière de retraite

Compte tenu de l'âge et de l'ancienneté des salariés, l'engagement est considéré comme non significatif et n'est pas provisionné.

### 4.8. Provisions

Etat des provisions	Au 1/01/2024	Dotations	Reprise	Au 31/12/2024
Provision pour litiges	2 064		2 064	—
Provision pour charges	—		—	—
<b>TOTAL DEPRECIATIONS</b>	<b>2 064</b>	<b>0</b>	<b>2 064</b>	<b>0</b>



#### 4.9. Dettes

Etat des dettes au 31/12/2024	Montant brut	A moins d'un an	A plus d'un an
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 118	3 118	—
Dettes fiscales et sociales	53 784	53 784	—
Dettes sur loyer MPEF	28 259	28 259	—
Autres dettes	16 921	16 921	—
Produits constatés d'avance	40 936	40 936	—
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>143 018</b>	<b>143 018</b>	<b>—</b>

Les dettes sociales comprennent notamment :

URSSAF :	33 266 €
Caisses de retraite et de prévoyance :	5 514 €
Congés payés :	6 365 €
Uniformation :	4 349 €

#### 4.10. Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance s'élèvent à **40 936 €** et correspondent à :

Accompagnement du Budget Participatif 2025	5 000 €
CAF CLAS 2024/2025 (proratisation)	9 036 €
PLVP Ville de Paris	7 200 €
CNAV	12 500 €
Etat BOP 104	7 200 €

## 5. Compléments d'informations relatives au compte de résultat

### 5.1. Subventions d'exploitation

Comptes	Libellés	2023	2024
741002	Etat FPH	0	0
741200	DDCS ETAT ADULTE RELAIS	43389	35862
741300	DDCS ETAT CLAS		2500
741310	DDCS ETAT ASL	9000	9000
741311	DDCS BOP 104 CLES INSERT PRO REUSSIS	4000	10800
741330	DDCS ETAT JEUNES	8000	8000
741410	DDCS ETAT FONJEP DRASS	10661	10661
741500	DDCS ETAT VVV PREFECTURE DE PARIS	4300	2300
741501	ETAT QUARTIERS ETE (act° estiv habitant)	7500	3000
741600	DDCS ETAT ACCUEIL ANIM CONSEIL CITOYEN 1	250	0
741800	ACTIONS SENIORS (CNAV + CFPPA Conf fin)	12050	26500
741900	ETAT FDVA FONDS PART° VIE ASS°	8000	0
743100	DASES SEPLEX ANIMATION GLOBALE	88481	91024
743110	DASES SEPLEX PREV° AN° JEUNESSE	57877	57877
743111	VILLE DE PARIS FETE DE QUARTIER CPO	5000	6000
743115	DASES DJS JEUNES CPO	4000	4000
743121	DASES CLAS	3700	3700
743131	DASES SEPLEX ASL	12000	12000
743132	DASES-SOUTIEN A LA CHARGE DES LOYERS	75000	66000
743140	DASES SANTE CPO	4500	4500
743150	DASES ACCES AUX DROITS	7000	7000
743152	DASES LOISIRS VVV JEUNESSE	8000	8500
743153	DASES ACCUEIL	12000	12000
743170	GIP REUSSITE EDUCATIVE	1200	1800
743220	DASES DFPE FAMILLES CPO	5000	10000
743300	DASES VILLE EPN	50000	50000
743410	DASES DDCT CULTURE CPO	4000	4000
743421	PARIS VILLE 20 % VILLE ADULTE RELAIS	9400	8925
743501	PARIS VILLE LA RUE AUX ENFANTS	6000	5000
743504	DDCT SPV/ EDUC POP AU SERVICE DES JEUNES	7500	7500
743510	DDCT SPV AXE PLVP	4000	10800
743512	DDCT SPV COORDINATION VVV	4000	4000
743556	PARIS VILLE RESEAU FAMILLES MONOP	12500	12500
743557	PARIS COLLEGE FAMILLES (DFPE + DASCO)	3500	3500
743558	Budget participatif	2000	4000
743560	VILLE SEJOUR SENIORS		2500
743910	Conseil de quartier	1000	1000
743911	CC11 - FDQ	500	500
745100	CAF ANIMATION GLOBALE	73694	80764
745200	CAF PS ANIMATION COLLECTIVE FAMILLE ACF	24655	27020
745310	CAF PS CLAS	16137	16312
745311	CAF PS JEUNES	26820	28152
745320	CAF SEJOUR JEUNESSE		1500
745500	CAF FONCTION ACCUEIL	14500	14500
745700	CAF PIV POINT INFO VACANCES		
745710	CAF FPT	11000	11000
745750	CAF AIDE EXCEPTIONNELLE POINT NUMERIQUE	500	
745800	CAF REAAP	9000	12000
745910	CAF UN ETE A VOS COTE		
748200	AUTRES PRODUITS DIVERS		4750
748300	SUBVENTIONS BAILLEURS	11500	10100
	<b>Total</b>	<b>683113</b>	<b>713346</b>

## 5.2. Spécificités associatives

L'association a bénéficié de l'aide régulière d'environ 90 bénévoles d'activité équivalent à 4,6 ETP et 8 400 heures. La valorisation de cette contribution s'élève à 173 880€.

[Base d'un salaire horaire chargé d'un animateur avec la pesée 95 points dans la convention ELISFA (en 2024) soit 15,01 € brut/ h, et 20,7 € brut chargé / h : Coût salarial de 8 400 heures x 20,7€ = 173 880€]

Ces contributions volontaires n'ont pas été valorisées dans les comptes.

En dehors de ces dons en nature, l'association ne bénéficie pas de :

- La mise à disposition gracieuse de locaux, terrains ou installations
- La mise à disposition gracieuse de personnes